

# LA LETTRE EUROPE

Lettre d'information aux adhérents sur l'actualité industrielle européenne

Janvier 2024

## L'Europe... L'Europe... L'Europe... !

Ce titre n'est pas une erreur de frappe, ni un saut de cabris, ni une obsession européiste mais une nécessité vitale pour nos entreprises et notre économie. 70% des règles avec lesquelles nous vivons quotidiennement trouvent une origine à Bruxelles et Strasbourg ; 60% de notre richesse nationale dépend du marché intérieur. Que la réglementation européenne bascule du bon côté de la force et c'est la structuration d'opportunités pour des pans entiers de l'économie ; qu'elle dérape vers des versants obscurs et c'est le recul assuré du continent. Chaque directive ou règlement engage notre avenir sur des pas de temps décennaux.

Pour la seule période 2019-2022, plus de 200 textes ont essaimé en parallèle : du Green Deal à l'IA, des arsenaux de protection commerciale à l'industrie décarbonée, des matériaux stratégiques à l'électricité, du reporting à la conformité, le champ européen a été labouré par plus de 850 obligations nouvelles. Près de 5 000 pages de textes en plus, mais pas toujours en mieux, et l'incapacité manifeste de réduire la charge réglementaire malgré les promesses et les engagements. Il serait néanmoins caricatural de réduire les institutions européennes à une machine bureaucratique. Nombre de textes vont dans la bonne direction et accompagnent le réarmement industriel. Une prise de conscience salutaire mais qui doit se traduire par un agenda de compétitivité bien plus affirmé. Il y a urgence ! Le PIB par habitant européen a décroché comparativement, et le déclassement relatif s'accélère alors que les défis se multiplient.

Pas question pour la France de regarder les trains passer. Le MEDEF et son Président Patrick Martin ont décidé de réinvestir très fortement l'Europe : création d'un poste de VP dédié, augmentation des événements de diplomatie patronale pour asseoir des positions communes, actualisation complète de notre doctrine sur tous les sujets UE, intervention dans le débat à la faveur des élections européennes, cartographie des risques montants, réengagement au sein de Business Europe, stratégie de présence média : nos actions seront multiples, séquencées mais surtout mues par l'impact et l'efficacité. Nous avons déjà pu étreindre notre nouvelle organisation avec le sujet des délais de paiement. En quelques semaines nous avons obtenu, grâce à une action conjointe avec la CPME et France Industrie, une position favorable de notre gouvernement et assuré un Conseil Européen éveillé sur les dangers du texte actuel de la Commission.

Le magma européen est gigantesque. Il faut donc anticiper, prioriser et s'engager intensément. L'industrie est à ce titre une source de mobilisation pour le MEDEF et de combats partagés avec France Industrie. France Industrie et le MEDEF ont ainsi porté des messages communs sur le MACF, la filière hydrogène et le « Eu Chips Act » qui ont nourri le dialogue franco-allemand notamment avec le BDI. Trop longtemps, l'Europe s'est enfermée dans un schisme factice consommateur/producteur. Pourtant, pas de consommation sans pouvoir d'achat, pas de pouvoir d'achat sans salaire, pas de salaire pérenne sans producteurs. C'est également une politique de la concurrence aveugle au seul prisme intracommunautaire qui est aussi révolue. Une vision mondiale, l'échelle de compétition véritable, est bien plus pertinente. Enfin, la fameuse « double transition » – environnementale et numérique – que scandent tous les discours européens devrait inciter ses promoteurs à soulever le capot : comment financer ? Trop peu de réflexions sur les modèles d'affaires, la rentabilité, les marges, la vitesse d'exécution, la compétition à armes égales. C'est ce souffle que nous pourrions apporter ensemble. Nous ne voulons pas d'une Europe forte au détriment des autres ou d'une Europe fermée. Nous voulons une Europe puissante, autonome, indépendante qui commerce avec les autres continents. La logique de confrontation des blocs est perdante/perdante. La démographie et la croissance ne sont pas sur notre sol. Nous souffririons les premiers d'une fermeture excessive sans discernement. Les industriels l'ont bien compris : ils exportent et s'implantent dans toutes les géographies et font flotter le drapeau de nos savoir-faire.

Un secteur privé français uni à Bruxelles et en Europe est le plus sûr moyen de faire entendre notre voix. La délégation MEDEF - France Industrie – AFEP que nous avons menée fin novembre est l'exemple même des actions d'influence conjointes que nous pourrions accentuer et accélérer. L'expertise de France Industrie sur la politique industrielle européenne est précieuse : nous comptons sur vous pour enrichir nos actions communes auprès des Institutions !



**Fabrice Le Saché**  
Vice-Président du MEDEF  
en charge de l'Europe